

## Liberté pour José Isabel « Chabelo » Morales



José Isabel « Chabelo » Morales Lopez, âgé de 37 ans, est un paysan de la vallée de l'Aguan - le cœur de la région productrice de palme africaine - sur la côte nord du Honduras. Il est emprisonné depuis plus de cinq ans pour un crime qu'il n'a pas commis. Victime d'une stratégie qui vise à criminaliser le mouvement paysan au Honduras, son maintien en détention est le résultat de la corruption et de l'impunité qui gangrènent le Honduras. De nombreuses organisations de défense des droits humains et des groupes de défense des paysans (Via Campesina, SOAW, FIAN International, COFADEH, ERIC-SJ) reconnaissent que *Chabelo* a été injustement emprisonné.

La communauté Guadalupe Carney, d'où est originaire *Chabelo*, a été fondée en 2000 lorsque des centaines de familles paysannes organisées au sein du Mouvement paysan de l'Aguan (MCA pour son sigle en espagnol) ont occupé un ancien centre d'entraînement militaire, connu sous le nom de CREM. Ce vaste terrain de plusieurs milliers d'hectares, mis par le gouvernement du Honduras à la disposition de l'armée états-unienne dans les années 1980, a servi à cette dernière pour entraîner aux techniques de contre-insurrection, les forces impliquées à l'époque dans les conflits armés des pays voisins (Contras du Nicaragua, militaires salvadoriens et guatémaltèques). Une fois la paix revenue, lorsqu'au terme d'une procédure complexe, le terrain a été rendu à sa vocation première, l'institut National Agraire (INA) a reconnu le droit des paysans et accordé des titres de propriété à la majorité des coopératives du lieu. Pourtant, des militaires et des grands propriétaires terriens avaient pris les devants et accaparé illégalement des terres, et ont poursuivi leur expansion après 2000 contrevenant ainsi à la décision de l'INA.

Henry Osorto, ancien officier de l'armée et actuel chef de la police nationale dans une autre région du pays et Miguel Facussé, le plus grand propriétaire terrien du Honduras et magnat de la production d'huile de palme, incarnent de manière emblématique ces pratiques prédatrices. La communauté a perdu de nombreux dirigeants et membres à la suite d'attaques des milices paramilitaires engagées par Osorto et Facussé, d'autres ont été victimes de morts violentes suspectes, que la justice n'a jamais pris la peine d'élucider.

*Chabelo* quant à lui, a été arrêté en 2008, après que des membres de la famille d'Henry Osorto et ses gardes privés lourdement armés ont attaqué des paysans du MCA qui tentaient de récupérer la terre qui leur avait légalement été attribuée. Un paysan (victime d'un tir provenant de la maison d'Osorto) et onze membres du groupe Osorto ont été tués au cours de l'affrontement. L'enquête sur les crimes a été menée par Osorto. Les résultats sont incomplets, inconsistants et juridiquement nuls. Dans une tentative évidente d'intimidation, 300 habitants de « Guadalupe Carney » ont été suspectés, dès le début, du simple fait qu'ils vivaient dans la communauté. *Chabelo* figurait parmi les trente personnes contre lesquelles un mandat d'arrêt a été émis, sans preuve aucune de leur implication dans les meurtres.

Il reste actuellement le seul accusé de onze homicides, d'incendie et de vol. Après deux ans de détention, les charges ont été réduites à une seule. Chabelo a été maintenu en détention pratiquement cinq ans, sans procès ni condamnation (en violation du code pénal qui stipule que nul ne peut rester en détention plus de deux ans sans être jugé). Pour cette raison et au regard de nombreuses autres irrégularités, la Cour Suprême de Justice a annulé la condamnation et ordonné un nouveau jugement. Celui-ci s'est tenu en janvier 2014, dans une autre province. Malgré cela, les juges, qui étaient originaires de l'Aguan, ignorant l'ordre de la Cour Suprême ont refusé de libérer Chabelo. La défense a demandé qu'ils soient dessaisis du dossier, mais sa demande a été rejetée.



L'entrée de la prison où est reclus Chabelo

Les témoins de l'accusation, y compris Henry Osorto, ont fait de fausses déclarations dans le but d'incriminer Chabelo, changeant leurs témoignages, en contradiction avec leurs déclarations précédentes, que les juges n'ont pas permis à la défense d'enregistrer dans le compte-rendu du procès. C'est un exemple de la corruption et du manque flagrant d'équité de la justice au Honduras. Le procureur a repris à son compte des déclarations d'Osorto, accusant les paysans en général d'être de violents terroristes, sans apporter la moindre preuve de la participation de Chabelo aux événements. Les témoins de la défense ont présenté les mêmes témoignages que lors du procès précédent, signalant que Chabelo n'était pas présent sur les lieux au moment des affrontements et des assassinats.



Cependant le tribunal a jugé ce dernier coupable et l'a condamné à 17 ans et demi de prison. Les avocats de Chabelo ont fait appel de la condamnation mais le ministère public ayant fait traîner les choses, les délais pour présenter une réponse au recours en appel n'ont pas été respectés. Après la réponse du ministère public, le dossier doit être présenté au tribunal de première instance, puis devant la Cour Suprême de Justice. Il est à craindre que la procédure dure encore des années - et au vu de la situation du Honduras et de tous les facteurs résumés antérieurement - que la justice ne soit pas rendue.

En novembre 2013, lorsque nous avons rendu visite à Chabelo à la prison, nous pensions que sa libération n'était plus qu'une question de jours. Récemment des milliers de manifestants qui ont convergé vers la capitale pour exiger l'accès à la terre ont également clamé pour sa libération.